

M. Lucien Brun n'a pas dissimulé que le but in-
flexible, inexorable, de ce que veut la majorité,
c'est d'ôter la parole à M. Thiers à l'Assemblée, c'est
de le tenir en charité privée, c'est de l'annihiler com-
plètement. En un mot ce sont des députés impopu-
laires au plus haut degré, imposant au pays un pro-
visoire plein de souffrances et de périls, qui ont la
prétention de se substituer à un des hommes qui
ont rendu les plus grands services à la France et qui,
à tort ou à raison, selon les côtés dont il est jugé,
mais incontestablement possèdent sa plus complète
confiance.

On n'a jamais vu, il faut l'avouer, un cynisme plus
saturnien et plus écœurant. Cependant, cette attitude
ne fait pas reculer, car la commission de la
commission des Trente, à l'hyposphère, et lorsque M. Marcel
Bartho rapporte la discussion sur son véritable ter-
rain, en voulant faire avouer qu'un fond d'agit-
tation et de monarchie, alors M. d'Audiffert-Pas-
quier se dérobe au nom de la majorité de la com-
mission, quand la seule excuse du jour que la
droite impose au pays serait tout au moins une éner-
gique conviction en faveur des régimes déçus,
anxieux elle veut substituer la monarchie. Il est
impossible de cumuler d'une façon plus répulsive la
duplicité et ce qui semble tout le contraire.

Il est regrettable toutefois que la campagne dis-
solutionniste un peu trop vivement poursuivie et le
manifeste de l'extrême gauche qui ne pouvait aboutir
en ce moment qu'à un échec aient entraîné beaucoup
de citoyens dévoués à la République, mais dé-
mandant avant tout le repos, fait une diversion
aux fautes de la droite. Si une majorité d'usage
raisonnable le pays, dit-on, de tous côtés, ce n'était pas
pour l'interdire. Quoi qu'il en soit, la faute est
faite, et on sait à cette heure dans quelles conditions
elle se lit. Toutefois, comme je vous l'ai dit déjà,
un premier jalon en faveur d'une dissolution néces-
saire se trouve posé et c'est quelque chose.

Ainsi que je vous l'avais annoncé, le vote du con-
seil municipal d'avant-hier produisit l'irritation la plus
violente dans toutes les sphères monarchiques et
réactionnaires. On me dit que très-certainement une
interpellation aura lieu à ce sujet, bien que le vote soit
parfaitement légal et ne puisse même pas atténuer
l'effet contre lequel on se révolte, puisque les
crédits refusés peuvent être inscrits d'office au bud-
get municipal. Mais c'est surtout contre M. Calmon
qu'éclate la fureur de la réaction.

L'interpellation portera surtout sur son silence à
propos de cette dernière discussion et sur les dis-
cours qu'il a prononcé quand il a été reçu par le
conseil municipal. Ce sera encore une journée d'agit-
tation à la fois stérile et funeste pour le pays et
pour les affaires; mais la droite n'aura plus à la
compter.

La nomination de M. Fournier comme sous-secré-
taire d'Etat au ministère de l'Intérieur n'est toujours
pas confirmée jusqu'à ce moment du moins. Celle de
M. Grévy, comme directeur de la presse au
même ministère est bien définitivement fautive.

Le courrier administratif aux Messagers et aux pé-
titions continue. On me dit que des maires ont fait ar-
rêter dans la banlieue des colporteurs de ces pé-
titions dissolutionnistes. L'Assemblée du Var, à Toulon,
vient d'être condamnée pour reproduction de Mes-
sages déclarés illégaux. Si la droite se plaint du
gouvernement, en ce moment, il faut avouer qu'elle
est bien exigeante.

On continue à parler ici de la grande opération
financière qui pourrait hâter la libération du terri-
toire, et dont le but est de faire monter la Bourse, qu'on
prétendait baissée sur l'accord de M. Thiers et de la
majorité. Mais il ne se dit rien de plus positif au
sujet de cette capitale affaire dont le résultat heureux
sauvera peut-être la situation.

On prétend que M. Rouher, en contre-coup des
mécontentements de Chislehurst à propos de l'at-
titude prise par des journaux impérialistes qui ont
embelli docilement le pas derrière des feuilles légi-
timistes et orléanistes, chercherait à ressusciter
quelques organes monarchiques disparus, ou à en ac-
quiescer d'autres à la même cause.

A propos de journaux, je peux terminer l'histoire
amusante des tribulations du nouveau journal *l'Etat*,
à qui on n'avait pas permis d'ajouter à ce titre :
la République libre, le Commerce libre, la Patrie libre.
La direction du journal s'est trouvée après le
ministère de l'Intérieur contre la décision du gouver-
neur de Paris, qui voyait les plus graves dangers à
ce que cette ligne fût affichée. Mais on a renvoyé à la
direction du journal au général Lamour, et en
désespoir de cause, on a dû se décider à changer
d'affiche, dont les dangers, bien grands pourtant,
ce qu'il paraît, auraient échappé à l'attention de
lecteurs. Il faut espérer tout au moins que ceci com-
ptera au général Lamour auprès de la droite.

L'administration de la bienfaisance publique,
qui voit considérablement diminuer les ressources
versées pour les pauvres de tous les arrondissements
voulant recueillir le plus clair des ressources de la
charité publique pour les pauvres recommandés aux
Ecoles, mais cette administration prend bien mal
son temps pour réussir dans une pareille prétention.
Le duc de Chartres, chef d'escadron au 3^e chas-
seur, vient de passer à Marseille, retournant en Al-
gérie.

Le ministre de la marine vient, sur l'instance de
la commission du budget qui a exigé des réductions,
de mettre à la retraite 20 capitaines de vaisseau, et
le nombre total de l'activité pour ces officiers, qui
était de 130, va être réduit à 100.

Le hisp pan d'erre pour une correspondance aussi
rapidement imprimée qu'écrue; mais permettez-moi
de réclamer contre la faute typographique qui m'a
fait dire à propos du pétitionnement dissolutionniste
« que soutient le gouvernement » au lieu de *qui*. Le
Gazette ou la *Gazette de France* auraient pu mettre
intentionnellement ce qui; mais vous lecteurs, l'es-
père, aurons dû comprendre que j'avais écrit *qui*.

Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 14 novembre.

Voici à peu près l'échiquier, vers les deux heures,
quand on arrive à Versailles. Très ordres du jour
sont en présence, dit-on, et seront proposés : un
ordre du jour motivé de la droite; inutile de vous
dire en quel sens; un ordre du jour de l'extrême
gauche et de la gauche républicaine, dissolution-
niste, cela va sans dire; et un ordre du jour pur
et simple, émanant du centre gauche.

Le centre gauche — qui a eu hier une réunion,
comme vous savez, et qui vient d'en avoir une autre,
— trouve l'opinion et incorpore la dernière dis-
solutionniste, des deux gauches, et il n'est pas
rare de lire et d'entendre depuis quelques jours :
« Ces gauches, qui jusqu'à présent nous avaient dé-
truits par leur esprit politique, ne pouvaient tenir jus-
qu'à aujourd'hui. Les voilà qui se lancent dans des déma-
nches aventureuses et aventurées. »

En bien, j'ai pu peut-être les gauches n'ont été
aussi « politiques » qu'en cette circonstance. Qu'im-
porte si elles n'obtiennent pas un vote dissolution-
niste; il n'est que trop facile de prévoir qu'elles ne
l'obtiendront pas aujourd'hui; qu'importe même
qu'une seconde tentative soit encore un échec quant
au vote?

Elles obtiendront toujours, les gauches, la propo-
sition Gaslonde aujourd'hui, et demain une propo-
sition plus catégorique, et après-demain un vote qui
fixera un terme au mandat de cette Assemblée.

La droite le sent bien. Aussi s'est-elle hâtée de
demander la discussion. Elle sait que les pétitions
arrivent en masse. L'apprend à l'instant que M. Tes-
lain vient de recevoir 8,000 signatures; M. de Lacro-
telle, 3,000; M. Rouvier, 5,000; sans parler des autres!
Et il en arrivera encore et toujours, ce qui par pa-
ronomie fournira l'occasion d'un second débat,
puisque la discussion d'aujourd'hui ne portera que
sur les pétitions antérieures et sur les rapports faits.

Le résultat final sera donc — non sans doute de
se partir cette Assemblée avant la libération du ter-
ritoire — l'évacuation, si l'on est sage, peut être

proche, et peut-être n'est-il pas vraiment désirable
de faire des élections générales auparavant, mais
de forcer ladite Assemblée à résigner son mandat
aussitôt après, malgré le rapport de M. Babin, qui
voulait prolonger ce mandat non-seulement jusqu'à
l'expulsion de l'ennemi du dehors, mais encore jus-
qu'à épuisement de celui du dedans, ce qui, vu les
sujets que la droite attache à cette expression, ne
laisse pas que de promettre de longs jours à l'As-
semblée de Versailles.

La droite, d'ailleurs, n'est pas encore aujourd'hui
à la proposition Gaslonde. Elle en est encore au
rapport Babin, — car, si j'en crois les bruits de cou-
loir, c'est ce dernier sens que visera son ordre du
jour.

On m'apprend à l'instant que le centre gauche est
décidé, si l'ordre du jour pur et simple ne pouvait
passer, et tel cas échéant, à voter avec le centre
droit.

Avant la séance, réunion des bureaux pour les
élections des présidents et secrétaires. Mais aujourd'hui
les bureaux n'étant saisis d'aucune proposition
grave, ces nominations ont peu d'importance.

Est-il nécessaire de vous dire que les tribunes
pleines sous le faix des spectateurs, que toutes les
notabilités masculines et féminines sont là! Que la
tribune diplomatique regorge et que celle des an-
ciens députés contient autant d'ayants-droit, qu'il en
peut tenir assis et debout!

C'est M. Bonnet qui à la tribune d'abord pour ren-
dre compte des pétitions dissolutionnistes adressées
à l'Assemblée en août 1874, et peu après les élections
du 2 juillet, qui, dit-il, amènent le commencement
de ce mouvement hostile à l'Assemblée. Le rap-
porteur conclut à l'ordre du jour.

Un second rapporteur rapporte et conclut dans le
même sens.

Puis, voici M. Raoul Duval, autre rapporteur, qui
donne plus de largeur à la question et au débat. Se-
lon lui, l'Assemblée ne doit pas songer à se dis-
soudre avant l'évacuation du territoire, et seulement
après elle pourra en délibérer. Il ne parle pas de
l'ennemi du dedans, mais rappelle qu'un décret de la
Convention punissait de mort les signataires de pé-
titions dissolutionnistes. « Heureusement, dit M. Raoul
Duval, que nos mœurs se sont adoucies depuis lors. »
Il ajoute que les pétitions ne sont pas légalisées et
qu'elles manquent d'orthographe. Conclusion : ordre
du jour.

Et voici M. Gambetta à la tribune. « Malgré la date
arrivée des pétitions qu'on vient de rapporter, la
gravité de la question qu'agit depuis quelques
jours nous impose la loi de saisir cette occasion de
la traiter à fond. »

M. Gambetta s'étonne de l'impudence de l'Assem-
blée qui lui impose, pour ainsi dire, la tribune au-
jourd'hui, quand elle l'a tant de fois refusée à des
autres qui depuis longtemps voulaient porter de-
vant elle la question de dissolution.

Indicemment il fait observer que le débat placé sur
des pétitions vieilles pouvait et aurait pu se rat-
tacher au rapport de M. Pinoteau sur le renou-
vellement partiel, soit à des pétitions plus ré-
centes arrivées.

« On nous représente, dit-il, comme des révo-
lutionnaires qui voulons par la violence dissoudre cette
Assemblée et engager, soit le pouvoir d'en haut, soit
le pouvoir d'en bas, à une sorte de coup de force.
On se trompe. C'est de haut, c'est au point de vue de
l'homme d'Etat qu'il faut juger et interpréter ce mou-
vement dissolutionniste. »

Examinons d'abord quel a été véritablement le
mandat de cette Assemblée (précédemment M. Gam-
betta rappelle que ni lui, ni son parti n'ont voté la
proposition Rivet qui reconnaissait à l'Assemblée
le pouvoir constituant). Je vais le déterminer, bien
exactement et d'abord, laissez-moi vous dire que
je ne me fais pas l'illusion de croire que vous allez
voter la dissolution. Mais les pétitions arriveront
et quand elles seront puissantes par le nombre, elles
s'imposent à vous. Ce que je veux donc aujourd'hui,
c'est de légitimer devant vous le mouvement
dissolutionniste.

Cette Assemblée, poursuit-il en substance, et
citée des documents à l'appui, — a été élue pour
décider si la guerre devait ou non être continuée et
à quelles conditions la paix pourrait être faite. C'est
tellement vrai qu'il y a eu la vérification des pou-
voirs à été faite *in toto*, et les admissions prononcées
sous cette seule condition qu'il n'arriverait pas de
protestation avant un délai donné. Or, vous vous
souvenez que les communications postales et télé-
graphiques étaient ou interrompues ou entravées.

« Vous êtes la seule Assemblée n'ayant pas d'ar-
chives faisant foi de ses droits légitimes à la repré-
sentation nationale. Enfin, faisons le total des votes
exprimés : il s'élève à peine à 5 millions 500 mille
électeurs, ce qui n'est pas la moitié du corps élec-
toral de France. »

Ce petit passage du discours de M. Gambetta est
un topique qui fait bondir la droite, vous le com-
prenez.

Il ajoute : « Mais encore relisez, messieurs, vos
professions de foi, et voyez si vous y exprimez des
prétentions constitutives. Jamais! nulle part!... »

M. Grévy, là-dessus, intervient à la suite de l'As-
semblée. L'Assemblée a décidé, par un vote solennel,
qu'elle avait le pouvoir constituant, vous ne pouvez
contester ni discuter ce vote. Faites une proposition
tendant à le faire rapporter, si vous voulez. »

M. Gambetta revient indirectement sur la même
thèse. M. Grévy lui répète qu'il ne peut laisser la dis-
cussion s'engager sur ce terrain.

M. Gambetta revient à la tribune et lit des passages du
rapport de M. Viet (rapporteur de la proposition Ri-
vet) et des extraits d'articles, entre autres un ar-
ticle de la *Gazette de France* qui contient cette
phrase élogieuse : Les destinées de la France ne doi-
vent pas être remises aux mains d'une Assemblée élue
« au hasard de la fourchette. » Il va de soi que dans
les tribunes on fait honneur de cette expression choi-
sie à M. Gambetta. Heureusement il cite ses auteurs!
M. Baragnon en a du chagrin.

« Et nonobstant, reprend l'orateur, à peine vous
dites réunis, vous vous imaginez que vous avez un
pouvoir absolu, général, souverain, et que vous pou-
vez choisir entre telle ou telle monarchie qui vous
plairait de nous gouverner. »

« Et voilà pourquoi le pays, d'abord, au 2 juillet,
vous envoyait des collègues républicains. Il a voulu
vous montrer que la politique d'entreprises monar-
chiques n'était pas la sienne. Et voilà pourquoi,
encore aujourd'hui, il pétitionne. Car il ne suffit pas
de le faire, mais il faut le faire avec le pouvoir consti-
tuant pour qu'il vous le décerne. »

Si ce ne sont pas là les mots, au moins est-ce le
sens de ce que dit M. Gambetta. Il rappelle aussi les
élections des conseils généraux. « Ce sont les élec-
tions républicaines des conseils généraux, dit-il, qui
arrêteront les entreprises de troubles, qui élimi-
neront la République sur l'ordre légal dans le pays. »
M. Malartre ne tient pas en place et proteste de
Méditerranée sur ce fait, et ne cherche pas à enlever le
suffrage universel, mais à le faire, à en faire un vé-
ritable mécanisme politique.

Maintenant voici M. Gambetta qui parle du suffrage
universel. C'est un grand fait, dit-il, que les élections
départementales dans la commune, dans le canton!
Méditerranée sur ce fait, et ne cherche pas à enlever le
suffrage universel, mais à le faire, à en faire un vé-
ritable mécanisme politique.

Il rappelle ensuite les adresses et les pétitions au
président de la République et en fait ressortir le sens
général : aptitude du grand nombre à la connaissance
des questions politiques et mouvement général du
pays vers la République.

« Et c'est pour cela, dit-il, que le vote du 29 no-
vembre a tant d'importance — il tranchait la ques-
tion entre la monarchie et la République au fond, et
les majorités de bureaux survenues depuis ne pré-
valent pas contre. »

« Allez, allez, messieurs! dit-il, cette question,
elle est tranchée, elle se tranche par les pétitions
dissolutionnistes. La République est faite dans le
pays. »

Le Gambetta d'aujourd'hui me rappelle le Gam-
betta du 5 avril 1870, alors qu'il disait aussi : « Mes-
sieurs, le plébiscite, c'est la République! »

« Je crois savoir, dit-il, que le chiffre des signa-
tures recueillies jusqu'à l'heure où je parle est d'un
million. Le nombre prochain nous vous apportera
cinq millions et peut-être d'autres. Protestations à
droite! Messieurs, vous traitez bien légèrement un
million de signatures. La Constituante de 1848, qui
comptait des hommes bien considérables, qui fut un
grand Assemblée, y prit plus d'attention. Après quel-
ques semaines d'hésitation, elle se rendit. C'est qu'en
ce temps-là on tenait compte de l'opinion publique,
commentée par M. de Montalembert, par M. Dufaure,
et jamais peut-être notre garde des sceaux n'a été
plus logique ni plus persuasif. »

On lui réplique : Qu'est-ce que cela prouve? —
Vous verrez le vote!

« Et à mon tour, s'écrie M. Gambetta, je vous
répondrai que prouvera votre nombre au moment
du vote, sinon que, divisés sur toutes les questions
vitales, vous êtes seulement d'accord pour ne pas
mourir? »

« Qu'est-ce que cela prouve encore? Que vous
ne voyez pas clair dans la situation du pays, parce
que vous êtes à Versailles, vous occupant de petites
combinaisons entre le centre gauche, le centre droit,
l'extrême gauche, l'extrême droite, etc., et que vous
envenimez tout faire les affaires de la France comme cela. »

« Le pétitionnement, messieurs, il sera invincible;
c'est une question de semaines, de jours... vous ver-
rez! Je vous salue à peu de temps. »

« Vous avez organisé la résistance. Nous organi-
sons le pétitionnement. Et le pétitionnement ne s'ar-
rêtera pas devant vos ordres du jour. (Oh! Mais
non! parce que le pétitionnement est légal, parce
que c'est un mouvement conservateur, spontané,
issu du pays. Protestations.) Messieurs, il faut s'en-
tendre sur le sens des mots. L'Assemblée de conserva-
teurs n'est pas un monopole. Nous autres radicaux
nous n'avons pas la même ligne que les vôtres et
les assassins. Eh bien, je vais vous dire ce que
c'est que les radicaux. Ce sont des radicaux qui
croient qu'entre le suffrage universel et la République
il n'y a pas de termes moyens ni d'intermédiaires —
mais qui s'inclinent, vous entendez bien, devant le
vote légal et légitime des majorités. C'est à tort qu'on
vous refuse, à nous aussi, des sentiments conserva-
teurs. Nous attendons! Nous sommes sûrs de notre
heure! (Murmures.) Oui, messieurs, et ira bien qui
rira le dernier!

« Le pays, poursuit M. Gambetta, est avec la po-
litique du Message — et c'est pour cela qu'il pétitionne
— le pays vous assigne et la résistance des Assem-
blées comme des villes assiégées à un terme. A ce
pétitionnement donc vous osez, et pour l'un ou
pour l'autre de ces trois motifs : d'abord les affaires
ont besoin de sécurité, de lendemain, et même d'hor-
izon. — Consultez les hommes d'affaires. — Ils ven-
tent que la confiance s'établisse, et les richesses ont
besoin d'annoncer sur la terre, les transactions ne
viennent pas sans confiance — et la confiance n'existe
pas. (La droite bondit.) — Il ne faut plus de provisoire,
et ce sont ceux qui veulent le définitif qui représentent
la sécurité, qui appellent la confiance. A l'heure
actuelle, il suffit de vouloir le provisoire pour le
l'incertitude du pays. »

« Est-il vrai, ou non, que vous êtes impuis-
sants à faire la monarchie? Eh bien, le premier des
intérêts en jeu, c'est l'établissement de quelque
chose. »

« Le second motif c'est la situation de la France de-
vant l'étranger. (Grand silence.) Eh bien, est-ce que
l'étranger peut considérer avec assurance nos dis-
ensions intestines? Est-ce que l'Europe peut com-
pter avec un pays sans gouvernement constitué? Il n'y
a pas un journal en Europe qui n'ait demandé la dis-
solution. Le troisième, enfin, c'est le besoin d'oppor-
tunité pour quelque chose aux projets que l'on suppose, aux
bruits qui circulent. »

« Le bruit couvre un moment la voix de l'orateur.
Qu'a-t-il dit? M. Baragnon s'insurge; M. Saisset pro-
teste. M. Lambert de Sainte-Croix s'écrie : « Les
temps sont bien changés, car on ne parlait pas ainsi
à la tribune française! »

« Laissez-moi m'expliquer, » reprend M. Gambetta.
Mais les interruptions se croisent. Enfin, le prési-
dent, à son tour, s'écrie : — Laissez parler, mes-
sieurs, afin de mieux juger. »

« Je disais donc que de mauvais propos circulent
et j'ajoutais qu'il n'était pas bon qu'il en fût ainsi. En
1848, M. le garde des sceaux disait aussi :
« Non, il n'est pas bon que de tels bruits circulent
dans certains rangs de fonctionnaires... » (Bruit.)
La droite commence à ne plus pouvoir supporter les
mots dont on la couvre. »

« Vous savez bien, très-bien, du reste, vous qui
venez de protester, ce qu'a fait un général, il y a peu
de temps (circulaire Duval). Cela n'est-il pas fait
pour semer l'incertitude, pour faire admettre la pos-
sibilité de coups de force? C'est encore pour se pré-
munir contre cela que la France pétitionne. »

« Considérez donc le pétitionnement comme un
symptôme, comme un avertissement.
« Méditez donc sur l'histoire de la Constituante, re-
lisez les discours des hommes qui, à cette époque-là,
appuyèrent le mouvement dissolutionniste. Vous ci-
terai-je M. de Montalembert? Ecoutez-le :
« Messieurs, il faut plaindre les hommes, les so-
ciétés, les Assemblées qui subissent l'épreuve du
doute. Discuter le doute, c'est le constater. Natu-
rellement donc pas, allez à la certitude, au pays : ou
vous le représentez, et vous serez réélus, ou vous
ne le représentez pas, et vous ne serez pas réélus. »
« Du moment où vous n'avez pas de certitude, de
« quel droit restez-vous ici? »

« Je n'ai pas aussi loin que M. de Montalembert,
je ne discute pas votre droit, mais je viens vous dire
ou, si vous restez du patriotisme, vous prendrez
garde au mouvement de l'opinion, ou vous le mécon-
naîtrez. Brûl, rumeurs, protestations. Eh bien,
prenez-y garde : car les votes que vous émettez
seront le scrutin préparatoire des élections pro-
chaines! Le pays prendra note des votants! »

Moment de rumeur et d'émotion. M. le duc d'Audiffert
est à la tribune.

« La première parole de M. d'Audiffert sera une pa-
role de réconciliation pour qui a provoqué le débat.
« Il ne contestera pas la valeur des signatures, ni
leur légalité, il constatera seulement que depuis
Bordeaux on vous conteste la légalité de votre man-
dat. Mais, messieurs, tandis qu'aujourd'hui on fait
valoir si haut le droit de pétition, vous comment
on le traitait quand on était au pouvoir. » Et M. d'Audiffert
lit un circulaire d'un préfet de M. Gambetta.

« On vous a dit que le pétitionnement ne cessait
pas devant votre vote; eh bien! nous rendons au
pétitionnement dédaign pour dédaign. »

J'overis charitablement M. le duc d'Audiffert-Pas-
quier qu'il lui faudra parler plus haut et moins vite,
quand il voudra qu'on puisse le suivre.

Grosso modo, M. d'Audiffert développe cette théo-
rie que l'Assemblée a été nommée aussi pour réor-
ganiser le pays. Il ajoute que les grandes enquêtes
qu'elle s'est données la mission de parachever sont
l'ordre d'idées — et notamment l'enquête de la
commission des marchés.

Il définit à son tour les radicaux. Selon lui, ce ne
sont pas des radicaux, ce sont les hommes dé-
cidés à saper les bases de toute société.

Il reprend le discours de M. Gambetta du 5 avril
1870. « Votre théorie, dit-il, c'est la théorie du nom-
bre, et c'est la plus dangereuse des théories. »

« C'est la contraire de la théorie libérale. Alors les
bureaux ont raison contre les martyrs, car ils
étaient les plus nombreux. »

« Et qu'avez-vous voulu dire avec vos couches so-
ciales? On n'arrive pas au pouvoir par couches —
mais de par la capacité personnelle. »

« Les couches, c'est la révolution. 1830 une
couche, 1848 une couche, 1871, autre couche. Oh!
alors, c'est terrible, sauvage! On tue pour tuer. »

Et M. d'Audiffert rappelle le massacre des otages.
Mais il ne dit rien des exécutions sommaires. Il agit
toutes les affaires de la révolution et de la guerre, car
il... hélas! hélas! ce ne sont pas là des raisons! ce
sont des fautes! M. le duc d'Audiffert se remet à la
suite au prochain courrier.

M. d'Audiffert, en un mot, « ne veut pas suivre le
raisonnement de M. Gambetta. Selon lui, tout ce que
pourrait dire l'orateur du radicalisme ne signifie rien.
Il n'y a que deux partis : les conservateurs vrais
(tournez-vous à droite) — et les perturbateurs
(tournez-vous à gauche). »

« Ce qu'il faut faire c'est de rester dans le statu quo.
La droite, en assurant ses sympathies monarchiques,
ne fait-elle pas le plus beau des sacrifices? »

Hélas! hélas! encore une fois, on a déjà dit cela!
Et ce ne sont pas, ce ne sont plus de bonnes raisons
à donner au pays.

Il termine enfin aux grands applaudissements de
la droite.

Et M. Louis Blanc lui succède à la tribune.
« Il ne s'agit pas du triomphe de tel ou tel parti,
dit-il, mais du salut de la France. »

« M. le duc d'Audiffert n'a pas lu les ouvrages des
républicains qu'il attaque. Dans tous les temps, il a
fallu aux partis un nom pour flétrir leurs adversaires.
Moi qui n'ai pas changé, je suis radical que depuis
le mois de septembre; avant j'étais simplement répu-
blicain. »

« — Socialiste! — lui crie-t-on à droite.
« — Eh bien! soit, messieurs, le socialisme c'est
la République. »

Le thème de M. Louis Blanc, en somme, est celui-ci :
« Nous sommes en pleine anarchie. Cette anarchie
c'est l'incertitude politique que la droite veut
maintenir et qui force le président de la République
à s'appuyer tantôt sur la droite, tantôt sur la
gauche — et à des mouvements perpétuels d'oscil-
lations. Dans une assemblée où l'on veut se
produire la majorité du 29 novembre et celle du 30
juillet, la majorité des bureaux lors de la nomination
du 20, il n'y a pas de majorité réelle, par conséquent
nul point d'appui pour le gouvernement, nulle sécu-
rité pour le pays. On s'agit dans le vide, on se
rappelle les paroles de M. Thiers : « Pouvez-vous
faire la monarchie? — Faites-la. — Ne le pouvez-
vous pas? — Faites la République. »

Mais il est six heures passées. L'Assemblée est fa-
tiguée, — elle écoute mal l'orateur, à qui le hasard
de la discussion a donné bien tard son tour de pa-
role. — C'est dommage, car, par moment, il parvient
jusqu'à ma tribune des paroles vives et caracté-
ristiques. Mais je suis obligé de renoncer à suivre
l'argumentation de M. Louis Blanc, tant le bourdon-
nement fini par couvrir sa voix.

Il rappelle aussi et cite les discours de M. de Mon-
talembert en 1848. A peine entend-on le nom de
l'ancien orateur de la droite : « Mais, messieurs,
s'écrie M. Louis Blanc, au moins écoutez M. de Mon-
talembert. »

Ah! bien oui! — Il cite M. Fresneau. On écoute un
peu, mais M. Fresneau étant vivant et encore dépu-
té, mais, ma foi, si peu mieux. Toujours est-il
que M. Fresneau parlait beaucoup du peuple souve-
rain au sujet de la proposition Râteau. — De sa
place il s'écrie qu'alors aussi la Constitution était
faite.

M. Louis Blanc succède à M. Raoul Duval, qui
s'écrie d'une voix retentissante qu'il faut voter ce
débat puisqu'il est engagé.

Cette fois on écoute. D'abord, l'heure de l'impac-
tance est passée, l'heure du dernier train étant pas-
sée, et puis, puis... tout à coup changement à
vue : M. Raoul-Duval cède la tribune à... M. Ricard...
lui-même!

Il y a longtemps, longtemps, que M. Ricard est un
orateur annoncé... et dans les coulisses parlementaires
nul n'ignore que M. Ricard s'est toujours
réservé pour une réplique à M. Gambetta.

M. Ricard demande une remise à l'undi. (Vives pro-
testations.) « Eh bien! dit-il, à une séance de nuit? »

M. Raoul Duval remonte à la tribune : c'est pour
demander encore une fois que la discussion soit
votée aujourd'hui, fût-ce au prix d'une séance de
nuit.

La droite décidément ne veut pas attendre l'arri-
vée de nouvelles pétitions.

M. de Gaulard demande aussi que la discussion se
termine aujourd'hui.

C'est entendu, séance de nuit!
Le président annonce, au moment où l'on va quit-
ter la salle, la mort de M. Eyries, député des Bou-
ches-du-Rhône.

SEANCE DE NUIT.

Versailles, 9 heures.

M. Raoul-Duval est à la tribune.
Les tribunes sont presque aussi pleines que tantôt.
Sur les bancs de la droite quelques vides.

M. Raoul-Duval se demande si dans la situation ac-
tuelle, il est plus patriotique à l'Assemblée de rester
que de s'en aller? M. Raoul-Duval assure qu'en
février 1871 le nombre des votants a été relativement
grand, qu'il ne l'a été depuis. « Je ne suis pas
dit-il, un élu de février; je suis un élu de juillet. C'est
mon mot à moi à l'heure pour déclarer que le mandat
du février a été limité, plus illimité que jamais! »
(Applaudissements à droite.)

« Ce que vous avez entendu à cette tribune, c'est
purement et simplement la théorie de la Commune
de Paris (Tonnerre d'applaudissements, à droite.)
C'est une théorie dont le fond serait la négation de
toute représentation parlementaire. »

Ah! si M. Raoul-Duval savait combien des agita-
tions comme celles qui ont été excitées depuis le
11 novembre par la droite sont défavorables au
régime parlementaire!

M. Raoul Duval reconnaît cependant que la Cham-
bre se divise en deux parties et qu'il n'y a pas de
majorité.

« Mais, dit-il, dans les grandes circonstances, on
trouve le sursis de mesures d'ordre public, il se
trouve une majorité. » Il rappelle le vote de l'As-
semblée pour la dissolution des gardes nationales et
le vote relatif au séjour de l'Assemblée à Ver-
sailles. A cet égard, il fait valoir la fameuse raison :
« Si nous étions à Paris... »

Eh, mon Dieu! si on était à Paris, j

échappent à l'impôt, et les compagnies étrangères qui restent à découvrir. Voilà l'impôt qui, dans l'esprit de la loi, ne devait frapper que le signe du revenu, transformé en une taxe directe sur des entreprises étrangères, italiennes, espagnoles, etc., en une sorte de contribution à leurs biens. Comment les compagnies pourraient-elles s'arranger d'une pareille conclusion? Elles ont consenti à payer le double impôt du timbre et de transmission, pour avoir le droit de faire circuler et d'offrir leurs actions en France. Ce droit, qui leur était acquis jusqu'à ce jour, va-t-il être remis en question? Si leur fait subir un troisième impôt, accepter des responsabilités fiscales et se laisser mettre en cause, d'une manière arbitraire, à la place des contribuables français, ne seront-elles pas les premières à renoncer à cette coûteuse et assésuissante faveur de la coté officielle? Ce qu'on gère le trésor, on ne le voit pas, on voit clairement ce qu'il perdrait et le marché parisien et cette clientèle encore si nombreuse, quoique déjà sensiblement réduite, des valeurs étrangères.

On lit dans la Liberté du 13 :
« Nous venons de parcourir la ligne des eaux depuis Sévres jusqu'à Meaux de la Seine et de la Marne. L'opération continue, mais on n'en a guère décrit que la physionomie parisienne. Les désastres, au delà de Paris, ne peuvent guère être précisés encore. Généralement on ignore que les fossés de nos fortifications sont pleins d'eau et qu'aux abords de la Seine, ils sont absolument semblables à ce qu'on en a pu voir pendant le siège et pendant la Commune, alors que les fossés étaient en communication avec la Seine.

« L'île Seguin, l'île de Billancourt et les deux îlots près de Sévres sont entièrement cachés sous l'eau. Une partie de la presqu'île de Gennevilliers est en ce moment un lac. Quant à la Marne, c'est le long du chemin de fer de l'Est qu'on peut mieux juger de la hauteur de l'eau. Les rives sont inondées, les prés ont disparu. A Lagny, la bordure de maisons qui longe le côté gauche du pont, et qui est très élevée, se trouve menacée, et peut-être à cette heure en danger. Quant à la rive de halage, qui prend passage sous le pont de Lagny, elle est en danger. Les usines et les manufactures sises sur les berges ont depuis longtemps cessé leurs travaux, et les dégâts ne peuvent encore être constatés qu'approximativement.

« On donne des chiffres pour les altitudes. Le public se rend un compte médiocre de la catastrophe. En réalité, c'est seulement par les degrés des escaliers de service entre les quais des chemins de fer de la Seine que l'invasissement des eaux peut être en un coup d'oeil apprécié. On peut, au reste, déclarer déjà par le caractère général de cette pluie diluvienne que le mal sera moins grand qu'on aurait pu le craindre. Mais ce n'est qu'un contingent que cette espérance calculable. Sur mer, on redoute des pertes incalculables.

« Il résulte des travaux entrepris à notre observatoire, depuis sa fondation, que la hauteur de l'eau, tombée sur Paris pendant le mois de novembre, époque coutumière des grandes pluies annuelles, n'a excédé que de quelques centimètres la hauteur normale. En millimètres, ce sont trois centimètres, en 1871, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778

